

Service public fédéral Emploi, Travail et
Concertation sociale

**DIRECTION GÉNÉRALE
RELATIONS COLLECTIVES DU
TRAVAIL**
Direction du Greffe



Federale overheidsdienst
Werkgelegenheid, Arbeid
en Sociaal Overleg
**ALGEMENE DIRECTIE
COLLECTIEVE
ARBEIDSBETREKKINGEN**
Directie van de Griffie

ERRATUM

**Commission paritaire pour employés de
l'industrie de l'habillement et de la confection**

**CCT n° 126908/CO/215
du 21/04/2015**

Correction du texte français :

- Dans le titre de l'annexe, « 20 juin 2011 » doit être remplacé par « 21 avril 2015 ».

Décision du

ERRATUM

**Paritair Comité voor de bedienden van het
kleding- en confectiebedrijf**

**CAO nr. 126908/CO/215
van 21/04/2015**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In de titel van de bijlage moet « 20 juni 2011 » vervangen worden door « 21 april 2015 ».

Beslissing van

02 -05- 2016

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL
DU 21 AVRIL 2015
FIXANT L'INTERVENTION DANS LES FRAIS
DE TRANSPORT DES EMPLOYES**

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux employés des entreprises ressortissant à la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.

Article 2

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail conclue au sein de la commission paritaire pour employés de l'habillement et de la confection le 20 juin 2011 fixant l'intervention dans les frais de transport des employés (numéro d'enregistrement 105193/CO/215), rendue obligatoire par arrêté royal du 10 octobre 2012, modifié pour la dernière fois par l'article 18 de la convention collective de travail du 25 février 2014 contenant l'accord de paix sociale (numéro d'enregistrement 121190/CO/215).

La présente convention collective de travail est conclue conformément à la convention collective de travail n° 19ter du 5 mars 1991 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs, rendue obligatoire par arrêté royal du 21 mai 1991.

CHAPITRE II - TRANSPORTS EN COMMUN PUBLIC

Article 3 : Transports en commun publics par chemin de fer.

En ce qui concerne le transport organisé par la S.N.C.B., l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport utilisé sera calculée sur la base du tableau avec des montants forfaitaires, repris à l'article 3 de la convention collective de travail n° 19 octies du 20 février 2009 du Conseil National du Travail relative à la contribution financière des employeurs dans le prix du transport des travailleurs.

Article 4 : Transports en commun publics autres que les chemins de fer.

En ce qui concerne les transports en commun publics autres que les chemins de fer, l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements, pour les déplacements à partir de 5 km sera calculés à partir de la halte de départ, sera déterminée suivant les modalités fixées ci-après :

- a) lorsque le prix du transport est proportionnel à la distance, l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport utilisé sera calculée sur la base du tableau avec des montants forfaitaires, repris à l'article 3 de la convention collective de travail n° 19 octies du 20 février 2009 du Conseil National du Travail relative à la contribution financière des employeurs dans le prix du transport des travailleurs, sans toutefois excéder 75% du prix réel du transport;
- b) lorsque le prix est fixé quelle que soit la distance, l'intervention de l'employeur est déterminée de manière forfaitaire et atteint 71,8% du prix effectivement payé par le travailleur, sans toutefois excéder le montant de l'intervention de l'employeur calculée sur la base du tableau avec des montants forfaitaires, repris à l'article 3 de la convention collective de travail n° 19 octies du 20 février 2009 du Conseil National du Travail relative à la contribution financière des employeurs dans le prix du transport des travailleurs, pour une distance de 7 km.

Article 5 : Transports en commun publics combinés.

Lorsque le travailleur combine le train et un ou plusieurs autres moyens de transport en commun public et qu'un seul titre de transport est délivré pour couvrir la distance totale - sans que dans ce titre de transport, une subdivision soit faite par moyen de transport en commun public -, l'intervention de l'employeur sera calculée sur base du tableau visé à l'article 3.

Article 6

Dans tous les cas autres que celui visé à l'article 5, où le travailleur utilise plusieurs moyens de transport en commun public, l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue est calculée comme suit :

après que l'intervention de l'employeur, en ce qui concerne chaque moyen de transport en commun public qu'utilise le travailleur a été calculée conformément aux dispositions des articles 3, 4a, 4b et 5 de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'additionner les montants ainsi obtenus afin de déterminer l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue.

Article 7 : Epoque de remboursement.

L'intervention de l'employeur dans les frais de transport supportés par les travailleurs sera payée une fois par mois pour les travailleurs ayant un abonnement mensuel, ou à l'occasion de la période de paiement qui est d'usage dans l'entreprise, en ce qui concerne les titres de transport qui sont valables pour une semaine.

Article 8 : Modalités de remboursement.

- a) Les travailleurs présentent aux employeurs une déclaration signée certifiant qu'ils utilisent régulièrement, sur une distance égale ou supérieure à 5 km, un moyen de transport en commun public pour se déplacer de leur domicile à leur lieu de travail; en outre, ils précisent, si possible, le kilométrage effectivement parcouru. Ils signaleront dans les plus brefs délais toute modification de cette situation.
- b) Les employeurs peuvent à tout moment contrôler la réalité de cette déclaration.

Article 9

L'intervention de l'employeur dans les frais de transport sera payée sur présentation des titres de transport, délivrés par la S.N.C.B. et/ou les autres sociétés de transport en commun public.

CHAPITRE III - MOYENS DE TRANSPORT PRIVE

Article 10

- § 1. Dans les entreprises qui ne mettent pas de moyen de transport collectif à la disposition des employés, les modalités d'intervention des employeurs dans les frais de transport pour les employés dont la rémunération annuelle brute, calculée selon l'annexe qui figure dans cette convention collective de travail, ne dépasse pas le montant prévu au §3 de cet article et qui utilisent un moyen de transport privé, pour autant que la distance la plus courte à parcourir de leur domicile au lieu de travail en une seule direction, atteigne ou dépasse 5 km, sont les suivantes :

- a) les employés en cause présentent à l'employeur une déclaration signée certifiant qu'ils utilisent régulièrement un moyen de transport privé pour se déplacer de leur domicile au lieu de travail, avec mention de la distance parcourue.
Toute modification de cette situation est portée immédiatement à la connaissance de l'employeur.
- b) l'employeur peut à tout moment contrôler la réalité de cette déclaration.
- c) le nombre de kilomètres à prendre en considération est déterminé de commun accord au niveau de l'entreprise et mentionné sur la déclaration dont question sub a).
- § 2. L'intervention de l'employeur est égale à 50 % du prix de la carte train, assimilée à l'abonnement social, visé à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 10 décembre 1990 modifiant les prix à percevoir pour le transport des voyageurs sur le réseau de la S.N.C.B., pour le nombre de kilomètres correspondant.
- L'intervention de l'employeur ne pourra toutefois être supérieure, pour un même nombre de kilomètres, à l'intervention sur base du barème visé à l'article 3 de la présente convention collective de travail.
- § 3. A partir du 1^{er} avril 2014, le montant de la rémunération brute annuelle, visé au § 1, est porté à 33.000 euros.
- § 4. L'annexe à cette convention collective de travail, visée à l'article 10, § 1, fait partie intégrante de la présente convention.

Article 11

L'intervention de l'employeur dans les frais de transport supportés par les employés sera payée mensuellement.

L'intervention de l'employeur a lieu seulement pour les jours de présence au travail selon les modalités fixées par l'article 10.

CHAPITRE IV - TRANSPORT ORGANISE PAR LES ENTREPRISES AVEC LA PARTICIPATION FINANCIERE DES EMPLOYES OU ORGANISE PAR LES ENTREPRISES A LEUR CHARGE EXCLUSIVE POUR UNE PARTIE DU TRAJET.

Article 12

Lorsque l'employeur organise le transport avec la participation financière des travailleurs ou lorsque l'employeur organise une partie du trajet à ses frais exclusifs, il convient de rechercher, en ce qui concerne la participation de l'employeur aux frais de transport des travailleurs, une solution qui s'inspire des dispositions de la présente convention et par les considérations suivantes:

- pour le transport organisé par les entreprises avec la participation financière des employés, l'intervention des entreprises est calculée en tenant compte des charges supportées déjà par les entreprises pour l'organisation de ce transport;
- pour le transport organisé par les entreprises à leur charge exclusive pour une partie du trajet et au cas où les employés utilisent également des moyens de transport en commun public, l'intervention de l'employeur est calculée sur base de la distance totale effectuée avec un moyen de transport en commun en soustrayant toutefois les frais supportés déjà par l'entreprise pour le transport organisé par celle-ci;

- l'intervention financière des employés ne pourra toutefois être supérieure au montant, fixé comme intervention de l'employeur à l'article 3 de la présente CCT;
- les droits acquis pour les employés restent toutefois maintenus.

CHAPITRE V - INTERVENTION POUR TOUS LES TRAVAILLEURS

Article 13

Une indemnisation de 0,2479 € par journée de travail prestée effectivement sera en plus accordée à tous les employés, nonobstant le moyen de transport de et vers le lieu de travail.

CHAPITRE VI - DUREE DE LA CONVENTION

Article 14

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2015 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par l'une des parties signataires, moyennant un préavis de trois mois, à signifier par une lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection et aux organisations représentées au sein de cette commission paritaire.

DU 21 avril 2015 **ANNEXE A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL**
FIXANT L'INTERVENTION DANS LES FRAIS DE TRANSPORT DES EMPLOYES

L'estimation de la rémunération annuelle brute visée à l'article 10 doit comprendre :

- 1° les éléments fixes : le traitement mensuel brut, y compris d'éventuels compléments tels que l'indemnité pour connaissance et utilisation des deux langues nationales. Il est tenu compte de la partie mobile allouée en fonction de l'indice des prix à la consommation. Le montant annuel brut s'obtient en multipliant par 12 les éléments fixes se rapportant au premier mois pour lequel l'intervention financière de l'employeur dans le prix des transports des travailleurs est demandée, même si l'employé ne travaille pas pendant 12 mois ;
- 2° les éléments variables :
 - a) par mois : commissions, primes, heures supplémentaires, etc...

Il y a lieu de se baser sur les chiffres bruts, ayant trait aux 12 derniers mois. Si l'employé n'a pas travaillé 12 mois, le montant à prendre en considération s'obtient en multipliant par 12 la moyenne mensuelle des mois de travail effectif.
 - b) par an : commissions, primes, 13^e mois et autres gratifications que certains employeurs accordent une ou plusieurs fois par an à leur personnel, en vertu d'un accord ou de l'usage.

Les montants bruts alloués pendant les 12 derniers mois sont à ajouter à la somme des montants annuels bruts, visés aux 1° et 2° a).

L'estimation de la rémunération annuelle brute ne doit pas comprendre :

- 1° les suppléments à caractère social, tels que les indemnités de résidence et de foyer, les allocations familiales, le pécule de vacances ;
- 2° les indemnités allouées en remboursement de frais (frais de déplacement, frais de représentation, etc.) ;
- 3° les pensions de toute nature.

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST
VAN 21 APRIL 2015
TOT VASTSTELLING VAN DE TUSSENKOMST
IN DE VERVOERSKOSTEN
VAN DE BEDIENDEN**

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de bedienden van de ondernemingen welke onder het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf ressorteren.

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de in het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf gesloten collectieve arbeidsovereenkomst van 20 juni 2011 tot vaststelling van de tussenkomst in de vervoerskosten van de bedienden (registratienummer 105193/CO/215), algemeen verbindend verklaard bij K.B. van 10 oktober 2012, laatst gewijzigd door artikel 18 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2014 houdende akkoord van sociale vrede (registratienummer 121190/CO/215).

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in overeenstemming met de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19ter van 5 maart 1991, betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers, algemeen verbindend verklaard bij K.B. van 21 mei 1991.

HOOFDSTUK II - OPENBAAR VERVOER

Artikel 3 : Gemeenschappelijk openbaar treinvervoer.

Wat het door de N.M.B.S. georganiseerde vervoer betreft, zal de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het gebruikte vervoerbewijs berekend worden op basis van de tabel met forfaitaire bedragen, opgenomen in artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 octies van 20 februari 2009 van de Nationale Arbeidsraad betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers.

Artikel 4 : Gemeenschappelijk openbaar vervoer, met uitzondering van het treinvervoer.

Voor wat betreft het gemeenschappelijk openbaar vervoer, met uitzondering van het treinvervoer, zal de bijdrage van de werkgever in de prijs van de abonnementen voor de verplaatsingen vanaf 5 km, berekend vanaf de vertrekhalte, vastgesteld worden volgens de hierna vastgestelde modaliteiten:

- a) wanneer de prijs van het vervoer in verhouding tot de afstand staat, wordt de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het gebruikte vervoerbewijs berekend op basis van de tabel met forfaitaire bedragen, opgenomen in artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 octies

van 20 februari 2009 van de Nationale Arbeidsraad betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers, zonder evenwel 75 % van de werkelijke vervoerprijs te overschrijden.

- b) wanneer de prijs een eenheidsprijs is, ongeacht de afstand, wordt de bijdrage van de werkgever forfaitair vastgesteld en bedraagt zij 71,8 % van de effectief door de werknemer betaalde prijs, zonder evenwel het bedrag van de werkgeverstussenkost berekend op basis van de tabel met forfaitaire bedragen, opgenomen in artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 octies van 20 februari 2009 van de Nationale Arbeidsraad betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers, voor een afstand van 7 km te overschrijden.

Artikel 5 : Gecombineerd gemeenschappelijk openbaar vervoer

Ingeval de werknemer gebruik maakt van een combinatie van de trein en één of meerdere andere gemeenschappelijke openbaar vervoermiddelen dan de trein, en er wordt slechts één vervoerbewijs afgeleverd voor het geheel van de afstand - zonder dat in dit vervoerbewijs een onderverdeling wordt gemaakt per gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel - wordt de bijdrage van de werkgever berekend op basis van de tabel, bedoeld in artikel 3.

Artikel 6

In elk ander geval dat de werknemer meer dan één gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel gebruikt dan voorzien in artikel 5, wordt de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afstand als volgt berekend :

nadat met betrekking tot elk afzonderlijk gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel waarvan de werknemer gebruik maakt de bijdrage van de werkgever is berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 3, 4a, 4b en 5 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, worden de aldus bekomen bedragen bij elkaar opgeteld om de bijdrage van de werkgever voor het geheel van de afgelegde afstand vast te stellen.

Artikel 7 : Terugbetalingstijdstip

De bijdrage van de werkgever in de door de werknemers gedragen vervoerkosten zal maandelijks betaald worden voor de werknemer met een maandabonnement of ter gelegenheid van de betaalperiode die in de onderneming gebruikelijk is voor de vervoerbewijzen die geldig zijn voor een week.

Artikel 8 : Modaliteiten van terugbetaling

- a) De werknemers leggen aan de werkgevers een ondertekende verklaring voor waarin verzekerd wordt dat zij geregeld over een afstand gelijk aan of hoger dan 5 km een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel benutten om zich van hun woonplaats naar hun plaats van tewerkstelling te begeven; bovendien preciseren zij, indien mogelijk, het aantal effectief gereden kilometers. Zij zullen ervoor zorgen iedere wijziging van deze toestand in de kortst mogelijke tijd mede te delen.
- b) De werkgevers mogen op elk ogenblik nagaan of deze verklaring met de werkelijkheid strookt.

Artikel 9

De tussenkomst van de werkgever in de vervoerkosten zal betaald worden op voorlegging van de vervoerbewijzen, uitgereikt door de NMBS en/of de andere maatschappijen van gemeenschappelijk openbaar vervoer.

HOOFDSTUK III - PRIVATE VERVOERMIDDELEN

Artikel 10

- § 1. In de ondernemingen welke geen collectief vervoermiddel ter beschikking van de bedienden stellen, worden, voor de bedienden wier jaarlijkse brutobezoldiging het bedrag, voorzien in § 3 van dit artikel, berekend volgens de bijlage die is opgenomen bij deze collectieve arbeidsovereenkomst niet overschrijdt en die gebruik maken van een privaat vervoermiddel, voor zover de kortst af te leggen afstand van hun woning tot de werkplaats in één enkele richting 5 km of meer bedraagt, volgende modaliteiten van tussenkomst van de werkgever in de vervoerkosten bepaald :
- a) de betrokken bedienden leggen aan de werkgever een ondertekende verklaring voor waarbij zij bevestigen dat zij geregeld een privaat vervoermiddel gebruiken om zich van hun woonplaats naar de werkplaats te begeven, met vermelding van de afgelegde afstand.
Bij elke wijziging van de toestand stellen zij de werkgever hiervan onmiddellijk in kennis.
 - b) de werkgever mag op elk ogenblik controleren of deze verklaring met de werkelijkheid strookt.
 - c) het aantal in aanmerking te nemen kilometers wordt in gemeen overleg vastgesteld op het vlak van de onderneming en vermeld in de sub a) bedoelde verklaring.
- § 2. De tussenkomst van de werkgever is gelijk aan 50 % van de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement, bepaald bij artikel 3 van het Ministerieel besluit van 10 december 1990 houdende wijziging van de prijzen voor het vervoer van reizigers op het net van de NMBS, voor het overeenstemmende aantal kilometers.
- De tussenkomst van de werkgever zal nochtans, voor eenzelfde aantal kilometers, nooit hoger kunnen zijn dan de tussenkomst op basis van het barema, bedoeld in artikel 3 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst.
- § 3. Met ingang van 1 april 2014 wordt het bedrag van de jaarlijkse brutobezoldiging, bedoeld in § 1, op 33.000 euro gebracht.
- § 4. De bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst, bedoeld in artikel 10 § 1. maakt integraal deel van onderhavige overeenkomst uit.

Artikel 11

De tussenkomst van de werkgever in de door de bedienden gedragen vervoerkosten wordt maandelijks betaald.

De tussenkomst van de werkgever vindt slechts plaats voor de dagen van aanwezigheid op het werk, volgens de modaliteiten vastgesteld bij artikel 10.

HOOFDSTUK IV - DOOR DE ONDERNEMING MET DE FINANCIËLE DEELNEMING VAN DE BEDIENDEN GEORGANISEERD VERVOER OF DOOR DE ONDERNEMINGEN VOOR EEN GEDEELTE VAN HET TRAJEKT UITSLUITEND OP EIGEN KOSTEN GEORGANISEERD VERVOER

Artikel 12

Ingeval het transport is georganiseerd door de werkgever, met de financiële deelneming van de werknemers, of indien de werkgever een gedeelte van het traject uitsluitend op eigen kosten heeft georganiseerd, dient, wat zijn bijdrage in de kosten van vervoer der werknemers betreft, een oplossing te

worden gezocht die is ingegeven door de bepalingen van onderhavige overeenkomst en door de volgende overwegingen :

- voor het door de ondernemingen met financiële deelneming van de bedienden georganiseerd vervoer, wordt de tussenkomst van de ondernemingen berekend met inachtneming van de door de ondernemingen reeds gedragen lasten voor de organisatie van dat vervoer;
- voor het door de ondernemingen voor een gedeelte van het traject uitsluitend op eigen kosten georganiseerd vervoer en in geval de bedienden eveneens gemeenschappelijke openbare vervoermiddelen gebruiken, wordt de tussenkomst van de werkgever berekend op basis van de totale met een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel afgelegde afstand met aftrek nochtans van de kosten welke de onderneming reeds draagt voor het door haar georganiseerd vervoer;
- de financiële tussenkomst van de bedienden mag echter niet hoger zijn dan het bedrag, bepaald als werkgeverstussenkomst bij artikel 3 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst;
- de verworven rechten van de bedienden blijven echter behouden.

HOOFDSTUK V - TUSSENKOMST VOOR ALLE WERKNEMERS

Artikel 13

Aan alle bedienden wordt daarenboven een vergoeding van 0,2479 euro per werkelijk gepresteerde arbeidsdag betaald, ongeacht de wijze van verplaatsing van en naar het werk.

HOOFDSTUK VI - DUUR VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 14

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2015 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door één der ondertekenende partijen worden opgezegd, mits een vooropzeg van 3 maand, te betekenen bij een ter post aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van het paritair comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf en aan de in dit paritair comité vertegenwoordigde organisaties.

8

BIJLAGE BIJ DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN
21 april 2015 TOT VASTSTELLING VAN DE TUSSENKOMST
IN DE VERVOERSKOSTEN VAN DE BEDIENDEN

De raming van de jaarlijkse brutobezoldiging zoals bepaald in artikel 10 moet omvatten:

- 1° de vaste elementen : de maandelijks bruto-wedde, inbegrepen de eventuele bijkomende wedden, zoals onder meer de vergoeding voor de kennis en het gebruik van beide landstalen, hierbij rekening gehouden met het beweeglijk gedeelte toegekend in functie van het indexcijfer van de consumptieprijzen. Het jaarlijks bruto-bedrag wordt bekomen door de vaste elementen, die betrekking hebben op de eerste maand waarvoor de financiële bijdrage van de werkgever in de prijs van het vervoer van de werknemers wordt gevraagd, te vermenigvuldigen met 12, zelfs indien de bediende geen 12 maanden werkt.
- 2° de veranderlijke elementen :
 - a) per maand : commissieloon, premies, overuren, enz.
Hier gelden de bruto-cijfers voor de laatste 12 maanden. Indien de bedienden geen 12 maanden heeft gewerkt wordt het in aanmerking te nemen bedrag bekomen door het maandgemiddelde voor de effectief gewerkte maanden, te vermenigvuldigen met 12.
 - b) per jaar : commissieloon, premies, 13e maand en andere toelagen die sommige werkgevers eens of meermaals per jaar aan hun personeel toekennen, ingevolge overeenkomst of gebruik.

De bruto-bedragen toegekend gedurende de laatste 12 maanden moeten bij de jaarlijkse bruto-bedragen, waarvan sprake onder 1° en 2° a), worden gevoegd.

De raming van de jaarlijkse bruto-bezoldiging moet niet omvatten :

- 1° de toelagen van sociale aard, zoals : haard- en standplaatstoelage, kindergeld, vakantiegeld;
- 2° de bedragen toegekend als vergoeding voor bepaalde kosten (reiskosten, representatiegelden, enz.);
- 3° pensioenen van allerlei aard.